

Macron tombe le masque !

Category: Travail, emploi, chômage

écrit par jmfouquer | 27 novembre 2023

Cet article est une alerte. Nous savons depuis longtemps que le président des riches mène une politique qui fait de l'État un simple outil au service du Capital. Quelques jours après le vote d'une loi « plein emploi » qui remet en cause des droits fondamentaux, c'est à nouveau à l'indemnisation du chômage que ce gouvernement s'attaque. Nous voilà prévenus. La mise à mal de nos institutions sociales n'est pas un dommage collatéral, mais bien leur cible.

Macron Lemaire Dussopt, une association de malfaiteurs

Par **Étienne Adam**. Le 23 novembre 2023

Depuis son arrivée au pouvoir, Macron tente de faire croire que sa politique est au service de toutes et tous et qu'il n'est pas le président des riches. Ses mesures antisociales ne seraient que provisoires pour relancer la croissance. En gros, le discours était : « patientez, ça va ruisseler ».

Et puis, le 21 novembre, Macron présentait à un aréopage de patrons le programme « [ETIncelles](#) » pour « fluidifier au maximum les relations des entreprises du programme avec l'ensemble des services de l'État en levant les blocages administratifs éventuels et ainsi les faire grandir. ». Ce n'aurait été que la pub pour un programme de plus d'aides au patronat, si Macron n'avait pas fait « un coup de colère contre les syndicats et le patronat » (dixit les Échos).

Derrière les appels (« réveillez-vous ») à « poursuivre l'effort collectif », Macron s'en prend à celles et ceux qui veulent faire une pause dans les réformes et même revenir en arrière vers une redistribution des riches.

Le président des riches content de lui

Certes, nous savons depuis longtemps que le président des riches mène une politique qui fait de l'État un simple outil au service du Capital. Les augmentations parallèles des dividendes et de la pauvreté le montrent bien. Les mécanismes de la redistribution sont grignotés au gré des demandes de sécession des riches (ne plus payer pour les pauvres).

Mais le discours du 21 novembre va encore plus loin dans le cynisme.

Comme Darmanin avec les migrants, il n'est pas question d'être « gentil » avec celles et ceux qui refusent n'importe quel emploi à n'importe quel prix et en plus réclament des droits et des revenus. Céder du terrain face à ces gens-là, c'est « revenir en arrière » et nuire à « l'énergie collective ».

Jamais Macron ne s'est opposé avec autant de force à l'idée de redistribution des richesses. Les difficultés à vivre avec l'inflation, l'augmentation de la pauvreté (14,7 % de la population. 9,3 millions de pauvres), les restrictions pour se chauffer et même se nourrir... nécessiteraient une autre politique.

Mais Macron ne veut rien voir de tout cela. Pour lui – sans qu'aucun bilan n'ait été tiré – les réformes de l'indemnisation chômage ont conduit les sans-emploi à reprendre un travail. Il prétend par ces mesures avoir réduit le chômage, le seul chômage à temps complet, le seul qui compte à ses yeux.

Et tant pis si cela coûte des milliards aux contribuables comme avec les incitations à l'apprentissage, tant pis si la précarité et les bas salaires continuent. Tant pis si les économies par milliards se font sur le dos des précaires au prix d'une baisse de leurs droits... il faut continuer dans cette voie. Derrière l'injonction de pas revenir en arrière, c'est la volonté de cacher ses échecs dans une accélération de

la fuite en avant qui s'affirme dans ce discours.

Faire encore payer les chômeurs surtout les vieux

Pour celles et ceux qui en doutent encore, les annonces de Lemaire sur l'indemnisation des chômeurs seniors montrent bien que l'offensive contre les droits continue. Quelques jours après le vote d'une loi « plein emploi » qui remet en cause des droits fondamentaux [¹Droit au travail ou surveillance de la détresse sociale ?](#) c'est à nouveau à l'indemnisation du chômage que ce gouvernement s'attaque.

Comme d'habitude, il affiche de « bonnes intentions ». Lemaire prétend ne pas pouvoir supporter de voir des seniors « abandonnés au chômage ». Il faudrait perdre cette mauvaise habitude de licencier en faisant jouer à l'indemnisation chômage le rôle de préretraite. Il est vrai que des patrons utilisent ainsi les licenciements de seniors, quelquefois avec l'accord de ces dernier·ères qui n'ont pas le choix ou qui n'en peuvent plus.

Ce n'est pas la peine que les syndicats discutent – comme Macron leur avait promis pour faire passer sa loi retraite – de l'emploi des seniors puisque Lemaire a trouvé la solution : pour contraindre les patrons, il faut s'en prendre aux chômeurs !

Ils nous ont déjà fait le coup avec les contrats (très) courts. Pour réduire leur nombre, il faut moins les indemniser, comme si c'étaient les chômeurs qui choisissaient ce type de contrats.

Quel bilan de cette politique ? Nul ne le sait vraiment.

Par contre, ce que l'on voit aujourd'hui, c'est un patronat qui veut réduire les bien maigres contraintes sur l'emploi des contrats courts. On constate que le chômage à temps partiel se maintient, voire augmente.

Lemaire – obsédé par l'idéologie libérale du chômeur fainéant – oublie tout simplement que c'est l'employeur qui rompt les contrats de travail pour ouvrir droit au chômage et que c'est l'employeur qui dicte les termes d'un contrat lors des embauches.

Demain celles et ceux que l'augmentation de l'âge du départ en retraite rejettera hors de leurs emplois seront responsables de leur situation : responsables d'avoir une ancienneté qui se paye plus que la jeunesse, responsables de leur usure et de leur baisse de productivité. Ils doivent être sanctionnés, c'est ce que nous propose Lemaire.

Comme tous les chômeur.euses, ils et elles sont responsables des difficultés de recrutement qui, comme le dit Macron, empêchent hôtels et restaurants de fonctionner, grevant ainsi la croissance...

Et pendant ce temps-là, les dividendes explosent, les patrimoines des plus riches se consolident... mais ce n'est pas le problème pour Macron et sa bande.

Dussopt le ministre des mauvais coups, prend le relais devant le congrès de la CFTC : « À l'aune de la difficulté des sujets sur lesquels nous travaillons aujourd'hui, de l'Unédic à l'Agirc-Arrco, et pour ne pas feindre d'ignorer leur importance, nous sommes obligés, je pense, de repenser notre modèle social ».

Nous voilà prévenus de leur volonté de détruire toute forme d'État social : la mise à mal de nos institutions sociales n'est pas un dommage collatéral, mais bien leur cible. Quoi qu'il en coûte... à la majorité des gens d'ici.

La gauche ne doit pas seulement combattre cette société des inégalités où « C'est de l'enfer des pauvres qu'est fait le paradis des riches » mais construire une alternative.